

La montée en puissance néo-conservatrice est souvent interprétée comme une réaction au 11 Septembre. Des anti-américains en profitent pour recycler leurs analyses : l'Amérique éternelle, brutale par essence et vouée à une culture de la violence, celle du maccathysme ou de coups d'État au Chili, reprenait ses habitudes¹. Interprétation qui passe à côté de l'originalité du phénomène néo-conservateur.

Il se comprend dans une perspective historique. La formation du corpus correspond à peu près une génération. Et c'est, du reste, un symptôme générationnel. Le néo-conservatisme n'apporte guère d'innovations, mais prétend faire des synthèses, revenir à des vérités plus anciennes. La nouveauté réside plutôt dans la méthode.

Comment une poignée d'intellectuels est-elle parvenue à contrôler la première puissance ? La réponse, ils la donnent eux-mêmes : ce pouvoir des idées auquel ils croient plus que tout. Mais aussi l'art de les présenter et de les faire circuler : rhétorique plus balistique. Il ne s'agit pas seulement de produire des concepts, il faut les placer où il faut, au moment juste. Les néo-conservateurs ont compris que la réflexion appelait des services complémentaires. Il y a une fonction stratégique : se battre pied à pied contre la « culture adverse ». Il y a une fonction « marketing » : vendre ses idées, en proposer des versions adaptées à chaque public. Il y a une fonction qu'il faut bien appeler « accréditive » : occuper le terrain de l'expertise, fournir aux décideurs les grilles dont ils ont besoin, les arguments pour convaincre leurs électeurs, se placer et les placer près des centres de décision.

Le néo-conservatisme est une pensée réactive. Pas réactionnaire au sens classique : ses tenants veulent promouvoir une révolution permanente néo-impériale et bouleverser l'état du monde plutôt que freiner son évolution. « Nous sommes le seul pays révolutionnaire sur terre. » déclare l'un d'eux, Michael Ledeen, sur CNBC. Il faut parler de réaction au sens où la construction théorique reflète des traumatismes historiques et prétend y répondre. Le volontarisme est à la mesure de son regret des fautes passées. Plus jamais de Munich, plus jamais de Vietnam. Plus jamais la défaite. À se demander de quelle faiblesse veulent se guérir les chantres de l'hyperpuissance.

Tout commence d'ailleurs en 1964 par un échec, celui de la candidature de Barry Goldwater contre L.B. Johnson. Ce n'est pas l'acte de naissance du néo-conservatisme, mais au moins ses prémisses. Contrairement à l'idée reçue, en tant que courant structuré, il

¹ Par exemple : numéro d'Août 2003 du Monde Diplomatique les articles « *Le meilleur des mondes selon Washington* » et « *Délires paranoïaques et culture de la haine en Amérique* »

remonte aux années 70. Et la désignation, vite abrégée en « neocons » est d'usage courant depuis environ un quart de siècle².

Au départ, donc, malaise chez les Républicains. Leurs croyances – anticommunisme, libre entreprise, méfiance envers le *Big Government*, valeurs traditionnelles et, pour les plus chrétiens, lutte contre l'avortement et la pornographie, leur semblent menacés. La raison : les succès des *liberals* au sens américain (« de gauche », permissif, progressiste...), l'esprit du temps et les compromissions au sein de leur propre parti.

Irving Kristol auteur de « Néo-conservatisme : autobiographie d'une idée » fait remonter la naissance du mouvement aux années 68/70. Il l'explique par la lutte contre la « Nouvelle Classe » un concept emprunté à Milovan Djilas Ce dernier l'avait inventé pour décrire la bureaucratie stalinienne. Dans les années 70, la droite américaine éprouve le sentiment de son échec face à la contre-culture (hippies, drogue, pacifisme, laxisme, permissivité, tout ce qu'incarne la «*Great Society* » de L.B. Johnson). Mais les Républicains purs et durs en veulent surtout aux bureaucrates de Washington, aux « ingénieurs sociaux », aux intellectuels et semi-intellectuels qui contrôlent les médias et les institutions de l'État Providence.

L'ennemi est désigné : la nouvelle classe. Sa bureaucratie freine l'économie, elle multiplie les programmes sociaux contre-productifs, elle flatte les forces subversives, elle est responsable de la crise de l'autorité. En politique étrangère, elle va de défaite en défaite par manque de courage et niaiserie idéologique. Et, si elle fait tout cela, c'est parce qu'elle y a intérêt : dans une Amérique attachée aux vertus anciennes et à la libre entreprise, elle n'aurait pas sa place. N. Podhoretz, faisant un lecture droitiste de Gramsci, conclut qu'il faut lutter contre la « culture adverse »³. I. Kristol parle, lui, d'une nouvelle lutte des classes. Elle n'oppose pas prolétariat et bourgeoisie, mais classes moyennes américaines « authentiques » (pays réel attaché aux valeurs américaines) à cette nouvelle classe cosmopolite, libérale, imprégnée de « romantisme politique »

Les néo-conservateurs tracent un double front. Il y a à l'étranger les gens qui haïssent l'Amérique pour ses vertus et ses succès, à l'époque c'étaient les communistes. Il y a à l'intérieur, ceux qui doutent de la mission universelle de l'Amérique. Ce front intérieur se subdivise lui-même en libéraux (toujours au sens américain) donc globalement « de gauche » et en faux conservateurs, prêts aux compromis.

² Voir Peter Steinfels *The Neoconservatives : the Men who are changin America*, New York simon & Schuster 1979

³ Norman Podhoretz « *The Adversary Culture and the New Class* » in *The New Class ?*, New Brusnick, N.J., Transaction 1979.

Les néo-conservateurs craignent une défaite de l'Occident dans la la guerre froide faute de volonté politique Leurs idoles, Spiro Agnew, le premier vice-président de Nixon puis Nixon lui-même sont écartés. Après la chute de Saïgon, s'ajoute le syndrome vietnamien. Il engendre le refus américain de se compromettre avec un monde extérieur incompréhensible et où toute projection de puissance, fut-ce au service des meilleures intentions, reviendrait comme un boomerang. Ce syndrome, les néo-conservateurs veulent le voir disparaître sur le bûcher des Twin Towers.

Et, si l'on parle de syndrome, il est un autre, une expérience traumatique dont ils craignent la répétition : Munich. Comme le rappelle R. Kagan, la leçon de Munich est devenue le paradigme dominant de la pensée stratégique américaine. Elle entretient la peur récurrente de laisser proliférer un nouveau nazisme et de devoir payer en millions de morts ses réticences à l'affronter maintenant. Toujours l'obsession de la répétition : les « ennemis de la liberté » se reproduisant de génération en génération, le destin américain est d'affronter le national-socialisme, puis le communisme, puis l'islamisme/terrorisme. Les trois pestes, la brune, la rouge, la verte, dira à leur suite A. Glucksmann.

Les années Carter représentent le comble de l'horreur. L'Amérique est empêtrée. Sa rivale soviétique avance sans cesse, profitant de la naïveté du président, de ses de bons sentiments et de son aversion envers la force.

La peur du soviet transforme nombre d'ex-libéraux, voire d'anciens trotskystes en conservateurs. Le plus célèbre, Irving Kristol., décrit ainsi son itinéraire : « néomarxiste, néotrotskyste, néosocialiste, néolibéral et, finalement, néoconservateur". Des démocrates proches du sénateur « Scoop » Jackson, inquiets de la politique de détente, passent aussi à droite. I. Kristol lui-même les considère comme des « intellectuels libéraux des années 70 qui ont perdu leurs illusions ». Pour rejoindre le camp néo-conservateur, ils empruntent des passerelles, des instituts de recherche (*think tanks*) comme *American Enterprise*. La solidarité avec Israël jouent aussi chez beaucoup d'intellectuels ultra-sionistes. La conviction qu'une seule et même politique de puissance peut protéger Israël et les U.S.A. les pousse dans le même sens.

Croire en soi

Mais tout ne s'explique pas par la politique étrangère. Ces intellectuels sont sensibles aux tendances culturelles. Les lieux qu'ils fréquentent, et d'abord les Universités, sont à leurs yeux le théâtre du pire crime contre l'esprit: le relativisme. Après la contre-culture des années 70, voici le « politiquement correct » : revendications minoritaires et culte de la

victime remplacent pacifisme ou révolution. Le discours des « identités » sexuelles, ethniques ou autres menace la conscience de soi américaine.

Cette génération a deux maîtres à penser : Leo Strauss et Alan Bloom. Le premier, émigré aux U.S.A. pour fuir le nazisme, mort en 1973, est surtout un spécialiste de Platon et Aristote. Mais il développe une critique *anti-historiciste* : la pensée des Anciens nous est accessible en dépit de l'éloignement culturel et historique. Sa crainte principale est que l'Amérique, héritière du double legs biblique et classique, ne perde confiance en ses propres valeurs et ne cesse de tenir pour « évidentes » les vérités que proclame sa constitution⁴.

Alan Bloom, disciple de Strauss, rencontre, lui, un succès international avec son livre *The Closing of the American Mind*⁵ C'est un plaidoyer pour la culture classique par l'un de ses éminents représentants, donc rien qui a priori implique l'éloge des guerres à répétition ou l'impérialisme sans complexe. Mais de Bloom, les néo-conservateurs retiennent une leçon simple « Le relativisme culturel parvient à détruire les prétentions universalistes ou intellectuellement impérialistes de l'Occident : il ne laisse subsister ici qu'une culture comme les autres. Dans la république des cultures, l'égalité règne. Malheureusement, l'Occident se définit par son besoin de justifier ses conduites et ses valeurs, par son besoin de découvrir la nature, par son besoin de philosophie et de science. Privé de cela, il s'effondrera. C'est notre impératif culturel. Les États-Unis représentent une des manifestations les plus achevées de la quête rationnelle d'une existence bonne et conforme à la nature. »⁶ Traduit en termes politiques, par des disciples hâtifs, cela donne : notre système est universellement valable. Il faut donc l'exporter.

Les années 80/90 marquent une autre étape dans la longue marche des néo-conservateurs. Sous Reagan, nombre d'entre eux se retrouvent dans les cercles du pouvoir. L'homme du « retour de l'Amérique » rejoint leur Panthéon aux côtés de Churchill et des deux Roosevelt (Theodor l'homme de la politique du « gros bâton » et Franklin Delano, l'idéaliste du New Deal et de la guerre contre le nazisme). Des *reaganomics*, les néo-conservateurs retiennent l'amaigrissement de l'État Providence. De sa politique étrangère, que la conviction suffit pour gagner la guerre froide. De la guerre des étoiles, que la technologie est leur alliée. Les années 80 sont aussi celles de l'exportation de la Révolution conservatrice. Il devient envisageable qu'une idéologie de droite moderne puisse gagner le monde, voire qu'elle

⁴ Le paradoxe qu'il y a à voir les faucons se réclamer du doux Léo Strauss est souligné dans deux tribunes du Figaro du 6 Septembre 2003

⁵ Traduit par *L'âme désarmée*, Julliard 1987

⁶ *ibid*, p39

incarne suivant l'expression d'un de ses admirateurs européens, Guy Sorman, « le seul modèle alternatif occidental à allier morale et microprocesseur »⁷.

Le mélange de la foi américaine, du jus de cerveau de la révolution conservatrice et des « *guts* », les tripes, de l'ancien acteur, a fait merveille. Après la chute de l'U.R.S.S. la première guerre du Golfe auraient dû parachever leur triomphe en politique étrangère tandis que la vague néo-libérale emporterait tout.

Seconde déception : leurs éternels ennemis, les cyniques de droite et les utopistes de gauche, les frustrent de cette victoire. Les premiers en ne parachevant pas la guerre du Golfe par la prise de Bagdad ; les seconds en revenant au pouvoir avec Clinton, ce *baby boomer* imprégné de contre-culture. Entre-temps, l'ennemi extérieur a pris le visage encore imprécis du chaos, des États voyous et des États faillis, des zones grises et des sombres complots terroristes. C'est surtout le visage de l'islamisme. Toujours deux fronts : Lawrence F. Kaplan l'éditorialiste du *National Interest* dénonce autant les « déclinistes » libéraux (ceux qui n'ont pas cru au projet de Reagan à la victoire dans la guerre froide) que les « déclinistes » conservateurs. Ces derniers osent dire que l'extension excessive (*overstretch*) de l'Empire⁸ et son arrogance ne peuvent que multiplier ses ennemis. Pareille pusillanimité irrite, on s'en doute, les néo-conservateurs pour qui tout est possible.

Second grand thème, après celui des deux fronts, celui du tigre de papier. Les ennemis des U.S.A. sont persuadés qu'ils n'oseront jamais recourir à la force. Ainsi les terroristes ne sont pas dissuadés par des gesticulations comme le bombardement d'une usine de médicaments en Somalie. Sans parler de l'effet désastreux de la théorie du « zéro mort » que certains traduisent par : les Américains s'en vont dès qu'ils perdent un homme. Il s'agit donc de démontrer que ce n'est plus vrai. Et pour cela, il faudra un homme, un vrai, à la Maison-Blanche.

Hors Washington D.C., tout ce qui précède passe relativement inaperçu, surtout en Europe. Durant les années Clinton la plupart analysaient les idées dominantes outre Atlantique en termes de fin des idéologies ou de « pensée unique ». D'un côté, l'utopie de la communication que personnifiait assez bien quelqu'un comme Al Gore : les autoroutes de l'information et la société du savoir comme solution à tous les problèmes de l'humanité. De l'autre, la soumission aveugle aux lois du marché. La pensée dominante était donc qu'il

⁷ Guy Sorman *La révolution conservatrice américaine*, Fayard 1983

⁸ Tel l'*overstretch* de Paul Kennedy ou la *coming anarchy* Robert D. Kaplan ou encore *Blowback : the Costs and Consequences of American Empire* de Chalmers Johnson.

n'y avait pas d'autre monde possible, et que l'ère de la politique entendue comme lutte des valeurs et des projets était close. En politique étrangère, l'Amérique semblait plutôt s'inspirer d'un pathos humanitaire. Les plus critiques y voyaient une concession hypocrite aux valeurs *soft* du temps. Il était de bon ton de terminer ses analyses du vide intellectuel par des invocations au retour de l'Histoire ou par l'affirmation qu'un autre monde était possible. La réflexion sur les idées aux U.S.A se confondait quasiment avec la critique de la mondialisation, sauf peut-être dans les milieux de la réflexion stratégique, forcément plus avertis. Pendant ce temps, les idéocrates préparaient leur retour au pouvoir.

Sous Bush fils, tout change. Ceux qu'on a surnommés « les putschistes bushistes » (D. Rumsfeld, D. Cheney, P. Wolfowitz, R. Perle,..) ont entouré le nouveau président d'une garde prétorienne doctrinaire. Parallèlement leurs confrères essayistes occupent la devanture des librairies avec les best-sellers de R. Kagan, R.D. Kaplan, W. Kristol, mais aussi les tribunes médiatiques. Une petite minorité au sein du parti Républicain (sans oublier qu'il y a néo-conservateurs réputés démocrates), dépourvue d'appareil, d'élus, de tribun célèbre a ainsi su saisir les leviers du pouvoir bureaucratique et intellectuel.

Les néo-conservateurs détestent généralement Machiavel, mais il est une leçon qu'ils pourraient retenir du Florentin : la *Virtu*, la force de caractère, est soumise aux aléas de Fortune, mais elle se révèle quand elle rencontre l'Occasion. Or voici que la configuration historique ouvre tous les possibles.

Le 11 Septembre inaugure l'ère du « plus jamais ça ». Tandis que, la première émotion passée, les Européens s'habituent à l'idée qu'al Quaida aurait pu réussir un coup unique et que l'Histoire reprendra son cours, la pensée même de retour à la normale est scandaleuse aux U.S.A. Le crime absolu nourrit le besoin de sécurité absolue.

Pour reprendre une distinction très éclairante de Denis Marquet⁹ la sécurité qui signifie étymologiquement « libération du souci » peut prendre la forme de la confiance, qui suppose l'acceptation d'un certain degré d'aléa ou celle de la sécurité-assurance qui vise à l'abolition du risque. Dans le second cas la seule façon d'y parvenir c'est de supprimer l'autre, soit en le niant soit en le contrôlant. Du coup, « la quête exclusive de la sécurité assurance engendre et nourrit la menace qu'elle est censée éloigner et mène infailliblement à une insécurité plus grande. » Cette fuite en avant encourage à la quête d'une puissance sans frein. Plus le monde est dangereux, plus il faut être forts pour l'affronter. Plus on est fort, plus on découvre de dangers. Biens rompus à cette dialectique, les néo-conservateurs attachent le train de l'impérialisme démocratique et «bienveillant » à la locomotive anti-

⁹ Denis Marquet *Le deux aspects de la sécurité*, in Agir N° 10 Propositions pour la sécurité, Printemps 2002

terroriste. La seule « Nation indispensable » (Clinton) va devenir l'Empire indépassable sous G.W.B.

Toutes ces idées ne se sont pas imposés en une seule fois. Leurs partisans ont su s'appuyer sur des mouvements successifs d'opinion, contournant leurs opposants comme dans un dribble doctrinal.

- Le premier mouvement est la guerre du Kosovo de 1999 : les néo-conservateurs par un paradoxe plus apparent que réel soutiennent une guerre réputée « de gauche ». Ils en retiennent le droit d'ingérence, une puissance guerrière exercée au nom des droits de l'homme, l'affaiblissement du principe de souveraineté. Bénéfices collatéraux : la guerre est menée sans mandat de l'ONU et dans l'enthousiasme général ; l'Europe reconnaît de facto son incapacité à traiter ses propres problèmes autrement que par le verbe

- Second temps, le 11 Septembre permet de qualifier l'agression terroriste comme crime à la fois contre l'Amérique, contre l'Occident et contre l'Universel. C'est ce que démontre la fameuse « lettre d'Amérique »¹⁰, ou « Les raisons d'un combat » signée par 64 intellectuels américains et publiée dans le monde entier¹¹. Elle analyse la guerre –alors celle menée en Afghanistan - d'un point de vue moral. Elle recourt pour cela à une analyse de la « guerre juste » discutée par les théologiens depuis Saint Augustin. Les signataires entendent bien marquer sa différence d'avec la « guerre sainte » menée par leurs adversaires. Mais surtout, cette défense de la guerre exercé par l'Amérique reflète une conception dont les néo-conservateurs font leur miel et que nous ne pouvons mieux résumer que comme « exceptionnalisme universaliste ».

L'Amérique se sent visée en tant que Nation la plus avancée dans la réalisation de valeurs universelles, la moins nationale, en somme, et celle dont l'identité se confond avec les aspirations de l'Humanité. Ces valeurs sont la dignité universelle, l'universalité de la vérité, la tolérance, la liberté d'opinion et autres idées morales considérées comme inhérentes à la nature de l'homme en tant que membre d'une société. La lettre le rappelle: « Américains en temps de guerre et de crise mondiale, nous tenons à rappeler que le meilleur de ce que nous appelons trop facilement les "valeurs américaines" n'est pas l'apanage de la seule Amérique : c'est l'héritage commun de l'humanité » d'où la conclusion « Il arrive que la guerre soit non seulement moralement permise mais

¹⁰ Le Monde 2 Février 2002

¹¹ Par les soins de , *Institute for American Value*. Le fait que cette institution soit plutôt conservatrice ne signifie bien entendu pas que tous les signataires qui représentent un vaste éventail d'opinion soient « manœuvrés » par le néo-conservateurs qui ne sont pas si diaboliques.

moralement nécessaire, pour répondre à d'ignominieuses démonstrations de violence, de haine et d'injustice. C'est le cas aujourd'hui. »

- Le troisième stade, ce sera, tout naturellement, la guerre préemptive, conséquence de ces prémisses : la puissance planétaire investie d'une mission universelle doit détruire la matrice des monstres. Bien sûr, tout le monde ne se fait pas prendre à ce tour de bonneteau : tel partisan de la guerre au Kosovo, comme le général W. Clark, proteste que Milosevic était plus menaçant que Saddam¹². Des signataires de la première lettre, tel F. Fukuyama¹³, refusent que les principes de la guerre juste ou de la légitime défense s'appliquent à une tentative de changement de régime ou à un danger « insuffisamment prouvé ». Mais cela vient un peu tard.

D'autant que les néo-conservateurs pensent à plus long terme : ils se placent dans une perspective de « reconfiguration ». Leur jeu des dominos démocratiques est censé durer au moins autant que la guerre froide. Ils le rappellent volontiers par des proclamations du type « Notre route commence à Bagdad », titre d'un livre de William Kristol¹⁴. Pour lui, « un avenir plein d'humanité passe par une politique étrangère américaine sûre d'elle, idéaliste, déterminée et convenablement financée. L'Amérique ne doit pas seulement être le policier ou le shérif du monde, elle doit être son phare et son guide... L'alternative à la domination américaine est un monde chaotique où il n'existe nulle autorité capable d'assurer la paix et la sécurité et de faire respecter les normes internationales. »¹⁵ Traduit sur le terrain par un militaire un peu moins subtil, le colonel Nathan Sassaman, commandant de bataillon de l'U.S. Army en Irak, cela donne : « Avec une bonne dose de violence et de peur, et beaucoup d'argent pour financer les projets, je pense que nous pouvons convaincre ces gens que nous sommes là pour les aider »¹⁶

Le coup d'État idéologique permanent

¹² Westley F. Clark *Bush Preemptive Strike Does Not Meet Test of Imminent Danger*, New Perspective Quaterly, été 2003

¹³ *Preemption, Iraq and Just War*, lettre collective du 14 Novembre 2002

¹⁵ William Kristol, Lawrence F. Kaplan *Notre route commence à Bagdad*, Fondation Saint-Simon 2003 p 155

¹⁶ Cité in *L'Irak ou le plus court chemin vers la barbarie*, sur www.dedefensa.org du 12 Décembre 2003.

Outre leur attirance pour le réseau pour ne pas dire le complot, les néo-conservateurs ont réussi en développant un discours qui rentre mal dans nos catégories mentales européennes. D'une part, leur propos est brutal et conquérant. Ils revendiquent sans complexe l'idée d'un « Empire américain », prônent une éthique du guerrier¹⁷, décrivent le monde comme soumis au chaos tant que les U.S.A n'y assureront pas leur ordre. Ils pensent en termes d'ennemis et de guerre perpétuelle. Mais dans le même temps, ils ne cessent d'appeler à la défense des valeurs universelles et à la lutte contre toutes les dictatures : le renversement des « fascistes baasistes » n'en aurait été que la première étape. C'est au nom des droits de l'homme qu'ils se battent.

Ceci explique peut-être la fascination qu'exercent ces thèses sur certains représentants de la « pensée 68 » reconvertis dans l'antitotalitarisme cathodique. Ses plus illustres hérauts (B. Kouchner, A. Glucksmann, P. Bruckner, R. Goupil) ont applaudi à la guerre de l'Empire du Bien contre Saddam (Adolphe-Joseph dans une autre vie). C'est la version française d'une rhétorique bien connue : lutte contre toute dictature, refus du compromis dans le combat pour la liberté, guerre morale, lâcheté des Européens, culpabilité des Français. La menace d'un veto à l'ONU révélant leur nature foncièrement pétainiste de ce peuple que certains commentateurs U.S. n'hésitent pas à déclarer « ennemi »¹⁸. Le seul journal français qui trouve grâce aux yeux des faucons est l'ancien quotidien maoïste Libération, crédité du mérite d'être passé de J.P. Sartre à G.W. Bush.

Tout cela s'éclaire dans une perspective plus américaine. Les néo-conservateurs s'opposent, avons-nous dit, à un soi-disant « réalisme » de droite favorable à l'équilibre des puissances et aux zones d'influence. Dans le même temps, ils développent une version « hard » de l'internationalisme démocratique cher à Woodrow Wilson¹⁹, doctrine que les politologues classent plutôt comme un utopisme de gauche. Au nom de ces idéaux, ils ont approuvé le « droit d'ingérence » cher à Clinton. En se compromettant ainsi avec « la gauche », les néo-conservateurs choquèrent certains des éléments les plus prudents ou les plus isolationnistes de leur propre camp. Mais cela confirme que le néo-conservateur craint deux types d'hommes : le *Realpoliticien* « à la Kissinger » dont la politique d'équilibre des puissances est contraire à l'idéal américain, et le libéral dont l'idéalisme refuse d'admettre la nécessité de la puissance. Le premier a tort et manque de « clarté morale ». Le second,

¹⁷ Robert D. Kaplan *La stratégie du guerrier. De l'éthique païenne dans l'art de gouverner* Bayard 2003

¹⁸ Voir une chronique qui fit grand bruit : Thomas L. Friedman: *France and the United States are at war*, New York Times, 19 Septembre 2003

¹⁹ Partisan de l'exportation de la démocratie à l'américaine, (concrétisée par des interventions au Mexique et aux Antilles), T.W. Wilson qui décida l'intervention de son pays dans la guerre en 1917 a résumé sa doctrine dans les « 14 points » de 1918. Ils énonçaient les buts de la guerre U.S., et devaient servir de base à la paix future, notamment par la création de la Société des Nations. « Wilsonisme » est devenu synonyme d'idéalisme en politique extérieure ou de volonté de répandre les principes démocratiques et libéraux hors de ses frontières.

s'il a raison de prôner l'élargissement du modèle américain, n'a pas le courage de s'en donner les moyens.

Pour en arriver où ils sont, les néo-conservateurs ont conclu des alliances. Ils se sont appuyés sur la droite fondamentaliste chrétienne. Sur le plan personnel, nombre de néo-conservateurs sont soit juifs soit agnostiques et ne se sentent sans doute pas très concernés par la lutte contre le darwinisme à l'école et pour la prière du matin. Mais la droite chrétienne, qui vota Bush à 81%, représente un électorat fidèle et une source de financement. Les membres de la *Christian coalition*, les fidèles de Billy Graham, Pat Robertson, Jerry Vines ou autres télévangélistes sont des alliés précieux, même s'ils sont un peu gaffeurs. Ainsi, au moment où G.W. Bush répétait le mantra « Nous faisons la guerre à l'islamisme, pas à l'Islam », quelques déclarations intempestives d'ultras sur la pédophilie supposée de Mahomet ou la comparaison de l'islam avec une arme de destruction massive ont fait mauvais effet...

Autre avantage des fondamentalistes chrétiens : ils ont récemment viré à un ultra sionisme exubérant qui les met en phase avec les néo-conservateurs les plus sharoniens, ce dont témoigne l'apparition d'associations comme les *Chrétiens sionistes*. Ce changement qui pourrait paraître étonnant au sein d'une extrême droite U.S. peu réputés pour son philosémitisme ou pour sa tolérance envers les autres religions, est lié à un courant prophétique : la réalisation de la Sion terrestre où se regrouperont tous les Juifs et incarnée par l'actuel Israël prélude au règne de Dieu sur Terre.

Tous les chrétiens « renés » (les *Born Again Christians*, souvent des baptistes ou des méthodistes, qui redécouvrent la foi de leur enfance, et vont souvent jusqu'à se faire rebaptiser²⁰) représentent 46% des Américains, selon un sondage Gallup ; tous ne sont pas ultra-conservateurs, ni même nécessairement Républicains (Al Gore est aussi « born again »). Pourtant c'est une armée de réserve pour les faucons.

De la même façon, les néo-conservateurs ne sont pas forcément des partisans fanatiques du moins d'État. Ils n'ont même pas d'objection absolue à un État Providence bien maîtrisé, ainsi que l'avouent les plus francs. Mais ils mettent en avant les thèmes comme la réduction d'impôts quand il faut séduire les milieux d'affaires.

De telles manœuvres ne peuvent se réussir sans se faire des ennemis., dont - fort logiquement- des démocrates. Mais les néo-conservateurs ont aussi ouvert un front à droite. Ceux qui se surnomment eux-mêmes les « paléo-conservateurs », incarnés par Pat Buchanan, ou les libertariens purs et durs, partisans du moins d'État possible et hostiles

²⁰ Voir *Good morning, America*, de Nicole Bacharan, Seuil 2002

aux interventions extérieures, les haïssent. Pour les paléos, les néos sont des cocos, en l'occurrence des trotskystes mal recyclés : c'est l'impérialisme qui serait « *unamerican* »²¹. Les paléos sont persuadés que la République perdra son âme en se transformant en Empire et que l'interventionnisme brouillon mène aux catastrophes. Aussi dans les grands journaux U.S. et sur le Web certaines des attaques les plus féroces (et parfois les plus talentueuses) contre Bush et la guerre d'Irak viennent de la droite isolationniste ou d'anciens reaganien « réalistes »²².

La méthode des néos consiste à prendre en tenaille les centres de décision politique. Ils apparaissent comme fournisseurs d'idées et très souvent comme conseillers du Prince. Si certains d'entre eux exercent de hautes fonctions, ils y sont généralement parvenus par un parcours de bureaucrates, et grâce aux alliances du réseau. Aucun n'est connu pour ses prouesses électorales. Mais tous ont compris le pouvoir du second bras de la tenaille : les médias. Excellents pédagogues, ils, peuplent les plateaux de télévision, gagnent le soutien des barons de la presse comme Murdoch, fournissent des versions pour tout public de leurs théories.

Les néo-conservateurs portent leurs efforts dans trois domaines prioritaires : les réseaux du pouvoir exécutif, les think tanks et les médias. Il s'y ajoute un quatrième élément que nous n'arrivons pas à désigner autrement que comme le « surf » idéologique : l'art de prendre la bonne vague. Ceci fut tout à fait manifeste dans les réactions au 9/11 et dans la façon de rattacher leurs projets (guerre à l'Irak, hégémonie mondiale, contagion démocratique) à la priorité anti-terroriste. Ainsi, l'alliance objective entre « wilsoniens libéraux » et « wilsoniens impériaux » esquissée lors de la guerre du Kosovo était rentable à long terme.

Les réseaux

L'aspect le plus visible du pouvoir des néo-conservateurs est leur présence dans tous les couloirs du sérail. Ceux qu'on a surnommé « les putschistes bushistes » ont infiltré le « Mice » (*military/industrial/congressional establishment*). Le vice-président Cheney (dont l'épouse, Lynn, universitaire de renom, est aussi une tête pensante du néo-conservatisme), les numéros 1 et 2 du Pentagone, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz son propre second, Richard Perle, gourou intellectuel de la ligne dure entourent l'exécutif.

²¹ Voir *Even traditional conservatives outraged by radicalism of the right* Boston Globe, 8/10/2003

²² Voir des sites comme www.antiwar.com ou des livres comme *Rogue State* de Clyde Prestowitz, Basic Books 2003

Parmi les noms que l'on retrouve systématiquement : Richard Feith, Frank Gaffney (qui dirige sa propre think tank *Center for Security Policy*²³), Karl Rove (le *spin doctor* de G.W. Bush), John Bolton²⁴, James Woolsey, les Kristol père et fils, Robert Kagan Nombre d'entre eux ayant eu des responsabilités gouvernementales dans les années Reagan se connaissent de longue date. Et comme les mêmes se retrouvent sur les mêmes plateaux de télévision, dans les mêmes revues, dans les mêmes institutions comme ils dînent dans les mêmes restaurants du triangle d'or de Washington D.C., comme souvent ils sont des intérêts dans les mêmes sociétés et enseignent dans les mêmes universités, la boucle est bouclée.

Une raison très simple du succès des néo-conservateurs est leur infatigable activisme et leur stratégie du renvoi d'ascenseur. « Les copains d'abord », une méthode simple et efficace. Outre la solidarité, ils ont deux atouts majeurs : la continuité et l'agressivité.

Les leitmotifs de politique intérieure ont souvent été lancés bien avant Reagan. Quant à la politique extérieure, des thèmes comme les opérations sur plusieurs théâtres à la fois, l'interdiction de tout rival éventuel ou la guerre à l'Irak et à la Corée sont déjà formulés dans le *Defense Policy Guidance* de 1992, élaborés par Paul Wolfowitz et I. Lewis Libby²⁵.

L'agressivité se traduit par la façon d'accuser systématiquement les opposants d'antipatriotisme. Même un mutilé du Vietnam comme le sénateur démocrate Max Cleland qui avait refusé de signer la résolution pour la guerre en Irak à l'automne 2002 se voit accuser d'être *unamerican*. Dans les spots télévisés concoctés par Karl Rove l'image du sénateur démocrate est associée à celle de Saddam et de ben Laden.

Autre thème sur lequel jouent les néo-conservateurs : nos adversaires sont des antisémites. En effet, comme ils sont généralement très proches du Likoud, il est difficile de parler de la politique de Bush au Proche-Orient sans évoquer ses conseillers ultra-sionistes : certains sont ouvertement proches du gouvernement israélien (le cas le plus étonnant est celui de R. Perle qui conseille et G.W. Bush et A. Sharon), ils exercent des responsabilités au *Jerusalem Post*, ou dans des think tanks proches de l'extrême droite israélienne.

A contrario, les néo-conservateurs ne manquent jamais de disqualifier toute critique qui souligne ce point comme une divagation d'obsédés du complot juif même si ce qu'on leur reproche est, bien entendu, leur likoudité pas leur judaïté. Suivant la même méthode, en

²³ Accessoirement chroniqueur au Washington Times, il anime également les « Gardiens de la Flamme » réunis par C.S.P. Ceux-ci se sont fait remarquer par un manifeste affirmant toutes les concessions faites jusqu'à présent aux Palestiniens dans le cadre des accords d'Oslo n'avaient fait « qu'aiguiser les appétits des Arabes » et que seule une politique de force résoudrait le problème du Moyen-Orient

²⁴ Vice-président de American Enterprise

²⁵ actuel conseiller de D. Cheney

Juin 2003, G.W. Bush et son porte-parole Ari Fleisher qualifiaient d'historiens « révisionnistes » ceux qui doutaient de l'existence des A.D.M. irakiennes.

Les Think Tanks

Second point fort, les néo-conservateurs sont très présents dans les think tanks. L'histoire de la conquête intellectuelle du pouvoir par la droite républicaine se confond avec celle de ces institutions intellectuelles prestigieuses à partir des années 70, c'est-à-dire à partir du moment où ils sont fortement idéologisés.

Car ces « boîtes à penser » (l'expression est d'origine militaire), sont actuellement au nombre de 1200 au moins. La pluralité de leurs fonctions les met au cœur de la démocratie américaine.

Leur rôle est multiple²⁶ : renouveler les idées, fournir l'expertise qui inspirera les décisions publiques, contribuer à « l'agenda », filtrer pour le monde politique l'énorme quantité de données et de demandes qui remontent jusqu'à Washington. Cette mission de recherche et d'analyse est ambiguë. Il est simultanément admis que les Agences Fédérales, les autorités nationales ou locales se tournent vers des think tanks pour bénéficier d'un éclairage d'experts indépendants et que les mêmes think tanks puissent mener une action de lobbying qui en faveur des retraités, qui en faveur des partisans du troisième amendement. Tout cela n'est possible que dans un système où les crédits et les centres de décision sont décentralisés, où les partis politiques ne s'imaginent pas être les seules sources d'idées ou de programmes et où les dirigeants ne sont pas formés à la même école d'administration. Il s'y ajoute une fonction marginale des think tanks qui les associe encore davantage à l'exercice du pouvoir et que le Département d'État décrit ainsi :

« assumer un rôle plus actif en politique étrangère en organisant des dialogues de sensibilisation et en offrant leurs services de médiateurs aux parties à un conflit. »

La confiance dont jouissent ces centres de recherche renvoie à la tradition de foi dans les « ingénieurs sociaux » et les « groupes de solution des problèmes ». Avantage corollaire : les think tanks permettent des vrais débats entre hauts fonctionnaires qui peuvent exprimer là des idées comme ils n'auraient pas l'occasion de le faire à leur poste et experts de

²⁶ Voir le dossier réuni par la Revue Électronique du département d'Etat des États-Unis, Volume 7, numéro 3, novembre 2002

diverses obédiences. Ce peut même être l'occasion de « tester » une idée voire de lancer un ballon d'essai. Les analystes des think tank expliquent très franchement qu'ils « testent » certaines idées (ce fut le cas de la doctrine d'action préemptive) parfois quelques mois avant qu'il ne devienne la doctrine de défense officielle. Les concepts sont donc soumis à essai comme les « pilotes » des séries télévisées : si le public apprécie, il y aura une suite.. Ceux qui « testent » des idées trop impopulaires peuvent très exceptionnellement jouer une fonction de fusible²⁷.

Les think tanks ont acquis un rôle quasi sociologique dans la circulation des élites. Celui qui fait partie de la bonne institution, pourvu qu'il en possède les capacités, accède à des tribunes médiatiques, publie, atteint des postes brillants au gouvernement, dans le secteur privé, dans l'Université. Il est parfaitement admis qu'un cerveau trouve à s'employer une année au gouvernement, une année à l'Université, une fois dans une grande compagnie privée, une fois dans une think tank qui lui servira de parachute lorsqu'il quittera l'administration..

Pour les think tanks partisans, cette circulation des élites est l'occasion de promouvoir ceux qui partagent leurs vues. Avantage mutuel : le chercheur a un plan de carrière et le parti place des hommes partout. Le système fonctionne en double boucle : les think tanks promeuvent les intellectuels qui les nourrissent d'idées, souvent les appliquent et « remboursent » en prestige et réseau. Chaque changement de majorité provoque mécaniquement un mouvement entre les think tanks et le gouvernement. Quand G.W. Bush arrive au pouvoir, il recrute tout naturellement dans les institutions amies tandis que des démocrates prestigieux vont pantoufler dans des instituts de recherche moins en cour.

La lutte entre think tanks de droite et de gauche commence dès les années 70. Mais le phénomène devient évident sous Reagan quand chacun doit constater, comme le sénateur Monyhian, « les Républicains sont devenus le parti des idées. » Quitte parfois à se définir systématiquement contre leurs consœurs qu'elles disent « libérales » (comme *Brookings*²⁸, *Carnegie*²⁹ voire la *Rand Corporation*³⁰), les *think tanks* conservatrices veulent de traduire

²⁷ Nous pensons ici à Laurent Murawiec dont les déclarations sur les rapports entre le terrorisme et l'Arabie Saoudite en 2002 ont fait un tel scandale diplomatique qu'il a dû quitter la Rand P our être réengagé par le Hudson Institute quelques jours plus tard.

²⁸ Née en 1927, cet institut est très influent sous Kennedy, toujours proche des élites. Se veut « centriste », non partisan et technique, même si les think tanks républicaines le considèrent comme l'émanation de l'establishment libéral.

²⁹ Créé en 1910 par le célèbre milliardaire Andrew Carnegie et très orienté sur les questions de politique étrangère.

³⁰ La Rand, avec un budget qui doit avoisiner les 150 millions de dollars est à la fois une institution et une légende : la politique américaine au Vietnam, la dissuasion, la Révolution dans les Affaires Militaires, et surtout Guerre de l'Information aux U.S.A. ne peuvent pas se comprendre sans la RAND, ni sans ses liens avec Herman Khan (avant qu'il ne fonde la Hudson), A. Toffler, F. Fukuyama, Mc Namara

les « valeurs américaines » en théories et en propositions. Pour cela elles ont dû à la fois trouver des bases doctrinales, relire Hayek et von Mises, les deux économistes libéraux redécouverts à l'ère des *reaganomics*, investir les cercles académiques et les revues de prestige, occuper la scène des médias, influencer sur le Congrès, proposer une réponse spécifique à tous les problèmes de l'heure.

À ce jeu-là, elles ont écrasé les centres de recherche démocrates. Ne serait-ce qu'en trouvant plus de crédits et en les utilisant bien. L'historien Paul Gottfried, explique dans *The Conservative Movement* que les « activistes néo-conservateurs ont su parfaitement maîtriser les systèmes de recherche de fonds auprès des institutions « philanthropiques » de droite et se doter ainsi des fonds nécessaires à la poursuite de leur aventure intellectuelle et éditoriale. » Le système fiscal américain favorise la collecte de fonds par les centres de recherche. Le contribuable peut déduire de ses impôts les dons à une think tank proche de ses choix idéologiques, comme s'il s'agissait de la recherche sur la myopathie.

Mais cela n'explique pas tout. Face aux néo-conservateurs conquérants, les libéraux – nous continuons à employer ce mot au sens américain- semblaient, sinon persuadés que le monde actuel est le meilleur possible, du moins, plus soucieux de perfectionner la société que de la changer. La défense des minorités, le politiquement correct, la protection de la Nature, le juridisme pointilleux, la soft-idéologie³¹, les causes partielles : autant de façons de se dispenser d'un projet politique global. Résultat du match : néo-cons 1, bobos 0.

Les premiers font la pluie et le beau temps à CSIS (*Center for Strategic and International Studies*³²) très influent dans les milieux de la Défense et de la diplomatie, à *American Enterprise Institute* plus centré sur les problèmes économiques, à la puissante *Hoover Foundation*³³, à *Heritage*, d'un niveau académique moindre mais très active à l'égard du pouvoir politique et des médias. Et finalement, ce sont parfois des think tanks de droite, mais libertariennes, comme *Cato*³⁴ qui leur opposent la réplique intellectuelle la plus forte.

³¹ F.B. Huyghe, *La soft-idéologie*, R. Laffont 1987

³² Think tank de droite bien qu'elle se dise bipartisane, avec dimension internationale avec des départements régionaux et des programmes censés aider les pays de l'Est à passer à l'économie de marché. Le personnel très prestigieux. Dans les couloirs on peut croiser Kissinger, Brezinski, Schlesinger, Luttwak, Borchgrave. Dans les années 80, les chercheurs de CSIS étaient surnommés les « média pros »

³³ Fondé par le président Hoover lui-même en 1919, le *Carnegie Endowment for International Peace* est la think tank institutionnelle par excellence. Robert Kagan y est « senior associate », ce qui en relativise le caractère « centriste ».

³⁴ Cato se veut une « université sans étudiants », elle prône un idéal « libertarien » : gouvernement limité, pacifisme et défense des droits individuels.

Les médias

Dès la fin des années Reagan, les néo-conservateurs avaient de solides appuis dans la presse : *Commentary*, *Public Interest*, *National Review*, *The American Spectator*, dans les pages éditoriales du *Wall Street Journal*. On peut maintenant ajouter *New Republic*, *Weekly Standard*, des positions solides au *Washington Post*, à l'*American Spectator*. Le *New York Times* et le *Washington Times* connu pour ses connexions moonistes, les publient largement comme *Newsweek*, le *Chicago Tribune* et la prestigieuse revue *Foreign Affairs*. La chaîne par satellite *Fox News* (celle de Murdoch plus importante que CNN aux U.S.A.) leur est toute dévouée. Il est à peu près impossible d'échapper aux éditoriaux ou articles des intellectuels néo-conservateurs prestigieux comme Richard Perle, Bill Kristol qui dirige *Weekly Standard*, la bible des néo-conservateurs de la seconde génération, Richard Brooks, Paul Wolfowitz, Fred Barnes, Norman Podhoretz, Morton Kondracke, Charles Krauthammer, Frank Gaffney ou Robert Kagan, sans doute le plus brillant. Il est pratiquement impossible d'ouvrir une télévision un dimanche aux États-Unis ou à plus forte raison une radio sans entendre l'un d'eux dans un *talk show*.

Ceci n'empêche pas les néo-conservateurs de reprendre l'antenne des médias infiltrés par les libéraux. Du coup les polémiques deviennent aux États-Unis d'une violence inimaginable en Europe. À un article dénonçant les anti-américains (dont on suggère, tant qu'à faire, qu'ils sont aussi antisémites) qui s'opposent à la guerre en Irak peut parfaitement répondre une tribune comparant « l'Amérique occupée » par les néo-conservateurs à l'Irak occupé. Le tout sans que personne ne fasse de procès à personne.

Les munitions de l'idéologie

Mais, outre l'intendance et les relais, la puissance des néo-conservateurs repose sur une remarquable adéquation de leur doctrine à l'esprit du temps (outre-Atlantique s'entend).

Pour le comprendre, il suffit de voir comment Irving Kristol lui-même résume l'idéologie néo-conservatrice³⁵.

- La légitimité du patriotisme
- Le danger de toute forme de gouvernement mondial, fût-ce celui de l'ONU
- La nécessité de distinguer clairement ses amis de ses ennemis et de combattre les seconds
- La conviction que l'intérêt américain n'est pas seulement économique et géographique car « De grandes Nations dont l'identité est idéologique comme l'Union Soviétique d'hier

³⁵ Irving Kristol, , The Weekly Standard 25 Août 2003 *The neoconservative persuasion*

et les États-Unis d'aujourd'hui ont inévitablement des intérêts idéologiques outre leurs intérêts matériels »

- L'ardente obligation de profiter d'une conjoncture favorable et notamment de la supériorité militaire U. S , faute de quoi les ennemis s'en chargeront.

De façon générale, la dialectique des néo-conservateurs recourt facilement aux mêmes arguments que nous avons déjà rencontrés :

- nécessité : l'Empire ou le chaos.
- moralité : notre système est universellement valable.
- opportunité : demain il sera trop tard.

Le premier argument des bellicistes peut se retourner (le chaos, c'est eux). Le second tombe caricaturalement dans la catégorie de la dissimulation des intérêts en idéalités. Quant au troisième, il ressort à la pensée magique ou au prophétisme. Mais cela fonctionne. Cette dialectique présuppose une sorte d'exception généralisée : exception américaine (que chacun interprétera suivant ses goûts comme la Nation choisie de Dieu, ou la Nation bâtie sur la volonté d'hommes libres), exception géopolitique (plus de compétiteur à l'Est, pas encore de rival sérieux en Europe ou en Chine, un seul Empire), exception historique (péril terroriste omniprésent)...

Le tout peut aussi se formuler comme des propositions simples à la façon d'Orwell dans *1984*.

1 L'unilatéralisme, c'est l'universalisme. Traduisez : nous, U.S.A., préservons notre souveraineté contre toute organisation ou norme internationale qui risquerait de limiter notre action. Cela pourrait sembler contradictoire avec la répulsion que nous éprouvons à l'égard du principe de souveraineté en général. Nous combattons en effet les principes comme territorialité, droit des peuples, équilibre entre puissances. Mais il n'y a pas contradiction. Les règles qui guident notre Nation ont valeur universelle, et l'Histoire en prouve la validité. Défendre les intérêts des U.S.A., c'est défendre tous les hommes, car telle est la mission que nous assigne la Providence.

2 Notre Force, c'est le Droit. Ceci découle du premier point. Si nous ne nous sentons pas liés par certains interdits (par exemple, si nos militaires ne doivent pas se être justiciables du Tribunal Pénal International, si nous pouvons traiter les prisonniers comme à Guantanamo ou bombarder des télévisions), n'y voyez nulle hypocrisie. Simplement, les

droits universels de l'homme, sont menacés par l'axe du mal. Il faut donc que notre action pour les rétablir ne souffre nulle limitation.

3 La recolonisation, c'est le droit des peuples. Certes nous imposons des gouvernements de notre choix à des pays autrefois souverains et nous emparons de leurs ressources. Mais c'est pour y répandre la démocratie. Les racistes sont ceux qui pensent que de tels peuples sont par nature inaptes à la démocratie et qui se proposent de les abandonner à leurs sort, donc à leurs tyrans.

4 L'Empire, c'est la liberté. Oui, nous sommes un empire. Mais un empire malgré nous et un empire bienveillant. Comme l'a dit le Président, nous ne recherchons aucun intérêt dans cette affaire. Si nous n'étions pas là, qui se chargerait empêcherait le chaos et libérerait les peuples ?

5 La paix c'est la guerre. L'Ennemi est partout. Il est invisible par nature. Il hait les principes de liberté et de démocratie, il complotte contre le mode de vie que la planète envie. Son intention mauvaise étant établie, il serait suicidaire d'attendre qu'il s'arme et qu'il s'affirme. L'apparente absence de conflit armé cache un péril plus redoutable encore puisque virtuel. Guerre perpétuelle, et alors ? N'est-ce pas celle du Bien et du Mal ?

Haine de l'Europe

Tout ce qui précède implique un mépris souverain pour l'Europe, cette retraitée de l'Histoire. James Woosley la compare aux villageois dans « Le train sifflera trois fois » : ils se terrent chez eux sans oser se défendre, tandis que Gary Cooper, le shérif³⁶, l'Amérique, affronte tous les bandits. L'identité et les valeurs américaines dont les néo-conservateurs renvoient a contrario au modèle fantasmé d'une Europe à la fois biologiquement décadente et intellectuellement égarée par son juridisme pointilleux. À moins encore que l'un n'explique l'autre : la « vieille » Europe, continent de vieux à la pyramide démographique révélatrice est sénilement hantée par la peur de la force. Les propos des faucons les plus violents décrivant la France comme un pays à la fois vieux, frivole, arabisé, éternellement pétainiste et vaincu dans toutes les guerres en témoigne abondamment.

³⁶ La comparaison de l'Amérique avec un shérif, qui était autrefois comme une marque de fabrique de l'antiaméricain primaire et viscéral, devient très populaire outre-Atlantique, y compris avec l'image du « shérif malgré lui » (le *reluctant sheriff* de Richard Haass)

Les néo-conservateurs établissent une quasi équivalence entre leur idéologie et principe de réalité, comme entre la nôtre et le principe de plaisir. Le multilatéralisme ou le pacifisme des Européens serait un luxe d'enfants gâtés, au Surmoi rachitique et qui dénigrent ceux qui les protègent plutôt que d'affronter les périls qui les menacent. Ces vieux Européens n'ont-ils pas été sauvés par l'Amérique lors des trois précédentes guerres mondiales ? D'où ce grief : ce sont les pique-assiettes de la géostratégie et ils réclament un monde pacifié et multipolaire dont ils refusent de payer le prix.

Cette opposition USA/Europe n'a jamais été poussée aussi loin que par Robert Kagan, dans « *La puissance et la faiblesse* »³⁷, ce qui mérite un développement.

Il tentant de dénoncer les versets kaganniques, pour leur nietzchéisme de bazar (quoi que l'auteur de « par delà le bien et le mal » soit le philosophe que détestent le plus les néo-conservateurs). La tête de turc préférée des belles âmes (et elles ont raison) livre aussi des indices plus subtils qu'il ne paraît. Car Kagan nous invite à poser la question de l'idéologie non plus en termes d'interprétation et d'intérêt (rapporter la vision du monde à la position de l'idéologue qui interprète ledit monde) mais comme un rapport entre puissance et idéaux. Un résumé un peu cavalier serait : chacun a l'idéologie de ses armes et les armes de son idéologie.

L'essentiel des thèses (auto affirmation des forts, moralisme des faibles) n'est pas exactement nouveau puisque ce sont à peu près les idées que soutient le sophiste Calliclès dans le Gorgias de Platon et que ridiculise Socrate il y a vingt-cinq siècles. Mais Kagan doit être crédité de sa franchise et sa lucidité sur les conséquences de cette attitude. Il reconnaît que les moyens même de la puissance (essentiellement militaires à ses yeux) produisent un sentiment paradoxal d'insécurité chez ses détenteurs, un sentiment un peu moins paradoxal de haine chez les autres et dans tous les cas des divisions profondes qui affaiblissent ladite puissance.

L'argument classique de la duplicité (le « discours des dominants ») n'est pas de mise avec ceux qui avouent. Kagan « avoue » en effet que le discours de la guerre perpétuelle U.S est à la fois une auto-justification de la puissance et un moyen de l'augmenter. D'où, a contrario, la question de la volonté d'impuissance qu'il attribue à ces décadents d'Européens.

³⁷ *Paradise and Power*, traduction française : *La puissance et la faiblesse*, Plon 2003

Kagan n'envisage pas seulement l'idéologie comme projection des rapports de force dans la sphère des idées. Il développe deux arguments intéressants : celui de la perception de la menace, et celui de l'intériorisation des idéaux.. Il y a « des désaccords substantiels sur ce qui constitue des menaces intolérables à la sécurité internationale et à l'ordre du monde, comme l'a abondamment démontré l'exemple de l'Irak. » constate-t-il : l'attitude européenne en contraste le « besoin déraisonnable de sécurité parfaite » des U.S.A. s'explique mieux dans cette perspective. Ce qui soulève la question du paradoxe de la puissance : l'hyperpuissance se sent davantage menacée que quand elle avait un compétiteur crédible, l'U.R.S.S. : les moyens de protection engendrent des craintes à leur mesure.

Kagan constate soulève un autre point « il faudrait donc aussi admettre que, même couronnée de succès, l'action américaine constitue une atteinte à l'essence de l'Europe « postmoderne ». c'est une agression contre les idéaux nouveaux de l'Europe, un déni de leur validité universelle, un peu à la manière dont les monarchies d'Europe des dix-huit et dix-neuvièmes siècles constituaient un défi pour les idéaux républicains américains. »³⁸

Ainsi, l'idéologie, ou plutôt les idéaux – professés souvent tout à fait sincèrement – traduiraient un rapport presque existentiel avec la puissance. Certes, il dépend des moyens dont chacun dispose. Mais le choix n'est pas non plus totalement prédéterminé (sinon à quoi servirait que les néo-conservateurs combattent pour imposer leurs vues ?). L'idéologie traduit ainsi peur ou l'attraction de la puissance. Ou plutôt, dans la trilogie idéaux/intérêts/puissances, l'idéologie agit à la fois comme filtre de la réalité et comme ces « aiguilleurs » que décrit la phrase célèbre de Max Weber « Ce ne sont pas les idées, mais les intérêts matériels et idéaux qui gouvernent directement la conduite des hommes. Mais, très souvent, les images du monde qui ont été créées par des idées ont, comme pour des aiguilleurs, déterminé les voies dans lesquelles l'action a été poussée par la dynamique des intérêts. »³⁹

Autre domaine où se justifie la métaphore de l'aiguilleur le succès de la rhétorique néo-conservatrice doit se mesurer moins à sa capacité indéniable de mobiliser l'Amérique, de séduire son Président, ou d'impressionner l'opinion internationale, qu'à son don pour imposer les termes du débat. Pour « faire l'agenda » des idées comme disent les anglo-saxons.

Finalement, le débat stratégique se résume souvent à un commentaire d'un certain nombre de grands scénarios parmi lesquels celui de Fukuyama (la fin de l'Histoire) et de

³⁸ p 62

³⁹ Max Weber *Psychologie sociale des religions du monde*,

Huntington (la guerre des civilisations). On pourrait y ajouter celui de Brzezinski (annonçant que pour assurer leur maîtrise du monde, les U.S.A. devront s'assurer du « grand échiquier », c'est-à-dire de la maîtrise de l'Eurasie), et celui d'Alvin Toffler, un peu moins à la mode depuis quelques mois (le sens de l'Histoire menant à la société de « troisième vague », de l'information, s'imposant comme modèle planétaire).

La formulation des débats - ordre ou désordre américain, monde unipolaire ou multipolaire, unilatéralisme ou multilatéralisme, puissance « hard » ou « soft power », Empire bienveillant ou impérialisme – traduisent la façon dont les catégories made in U.S.A. ont « formaté » notre façon de penser. Ce n'est pas de l'impérialisme culturel ; ce n'est pas non plus l'œuvre des seuls néo-conservateurs mais c'est un sérieux indice que toute politique d'identité européenne – nous n'avons même pas parlé de politique de puissance – passera par une remise en cause de ces catégories, première étape vers une pensée d'après l'Empire.